



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

CONTENU

Politique commerciale

Relations commerciales américano-mexicaines : vers un rapprochement?.....	1
L'USTR réorganise ses relations avec le Congrès.....	2

Point de mire : Chine

La Chine et le Yuan : pas de manipulation?.....	3
La classification de l'économie chinoise : un levier pour les USA?	4
États-Unis-Chine : la prochaine JCCT prévue pour l'automne 2009.....	5

Politique commerciale

Relations commerciales américano-mexicaines : vers un rapprochement?

Barack Obama et Felipe Calderón se sont rencontrés le 16 avril dernier pour discuter des nouvelles dispositions sur l'environnement et sur les normes du travail qui pourront être adoptées dans une éventuelle renégociation de l'ALÉNA. Les deux chefs d'État ont affirmé qu'il s'agissait d'un enjeu qui devrait être appréhendé avec prudence, surtout en ces temps de crise économique. La renégociation est nécessaire, selon Obama et Calderón, mais il importe, ont-ils précisé, de procéder de façon à ne pas « nuire » au commerce. Calderón fut encore plus explicite lorsqu'il a déclaré qu'en dépit de l'importance des enjeux du travail et de l'environnement, la réouverture d'un accord comme l'ALÉNA qui « fonctionne bien » l'inquiète, car cela risque de créer d'autres obstacles et *in fine*, empirer la situation.

Au chapitre des relations commerciales américano-mexicaines, Calderón a dressé une liste de trois recommandations. *Primo*, l'infrastructure frontalière entre les deux pays devrait être modulée de façon à faciliter les flux commerciaux. *Secundo*, Calderón souhaite une plus grande coopération douanière pour rendre le commerce plus efficient. Enfin, *tertio*, une plus grande coopération dans le domaine de la régulation commercial, notamment en ce qui a trait aux mesures non-tarifaires.

Pour sa part, Obama a souligné les efforts des deux pays dans le dossier des « Camions mexicains ». Obama s'est distancé de la position du Congrès qui a imposé, il y a plus d'un mois, des restrictions à la circulation des camionneurs mexicains aux États-Unis, ralentissant ainsi les allées et venues des marchandises en provenance du Mexique. Le Mexique a réagi en imposant des tarifs sur les importations américaines. À cet égard, Obama a réitéré que ces restrictions à la circulation transfrontalière ne sont pas l'œuvre de son



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

administration et qu'en temps de crise, ce n'était pas le moment d'ériger de telles barrières au commerce.

Sur la question du changement climatique, Calderón a fait part de sa proposition d'intégrer un « marché bilatéral américano-mexicain d'émissions de carbone ». Selon Calderón, ceci permettrait de mieux réguler les gaz à effet de serre par l'entremise de nouveaux outils pour gérer le changement climatique comme par exemple, les « fonds verts ».

Source: Éditorial, « Obama, Calderon Vow To Address NAFTA Labor, Environment Fix Cautiously », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 15 - April 17, 2009, p. 13.

L'USTR réorganise ses relations avec le Congrès

L'adjoint au Représentant américain pour le commerce (USTR), Danny Sepulveda, a déclaré qu'il réorganisait le Bureau des affaires du Congrès de l'USTR dans le but de rendre plus efficaces les interactions avec les membres du Congrès. Plus précisément, les tâches des fonctionnaires de l'USTR ne seront plus seulement réparties en fonction de leur expertise, mais également en fonction de leur expérience avec le Congrès. Ceci implique donc que les fonctionnaires seront amenés à travailler de plus près avec les membres des grands comités de la Chambre basse et du Sénat. Pour sa part, Sepulveda prendra la responsabilité de travailler avec le Comité des Voies et Moyens (Chambre basse) et avec le Comité pour les Finances (Sénat). Ce nouvel ajustement permettra au Bureau des affaires du Congrès de mieux faire le « pont » entre les législateurs du Congrès et les experts de l'USTR. Selon Sepulveda, c'est le meilleur moyen de tenir les membres du Congrès informés des développements commerciaux mondiaux et des initiatives gouvernementales en matière de commerce.

Sous George W. Bush, le Bureau des affaires du Congrès de l'USTR donnait préséance aux experts sur les questions commerciales, en particulier sur les accords de libre-échange. Inversement pour Sepulveda, les experts devraient plutôt « passer plus de temps » à discuter dans le cadre de dialogues approfondis avec les membres du Congrès de façon à rendre justice au processus de l'autorité pour la promotion des échanges—*fast track*. En effet, la nouvelle administration a promis de faire de plus amples efforts pour rendre la politique commerciale plus « transparente ».

Outre la restructuration des relations avec le Congrès, l'USTR désire aussi s'engager dans des rapports de proximité avec les groupes et associations d'entreprises pour discuter des enjeux commerciaux et pour leur fournir plus



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

d'information sur les accords commerciaux comme le fameux Accord commercial anti-contrefaçon (ACAC).

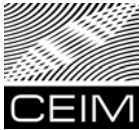
Source: Éditorial, « USTR Reorganizes Office To Improve Relations With Congress », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 15 - April 17, 2009, p.13-14.

Point de mire: Chine

La Chine et le Yuan: pas de manipulation?

Dans son rapport adressé au Congrès, le Département du Trésor américain n'a pas qualifié la Chine de « manipulateur de devise », et ce, même si le Yuan demeure sous-évalué par rapport au Dollar. Le rapport fait état de quatre raisons justifiant ce choix: (1) le gouvernement chinois s'est depuis quelque temps engagé à faire preuve d'une plus grande flexibilité à l'égard de son taux de change; (2) le Yuan s'est apprécié de 16.6% en termes « réels effectifs », lorsque moyenné avec un panier d'autres importantes devises nationales. Le rapport explique cette tendance par le fait, qu'à la différence d'autres devises, le Yuan s'est « légèrement » apprécié face au Dollar; (3) l'accumulation des réserves de devises étrangères de la Chine a diminué aux 3^e et 4^e trimestres de 2008 pour atteindre 7.6% de son PIB, en baisse de 10.8% par rapport aux deux premiers trimestres; (4) la Chine vient de mettre en œuvre son plan de relance économique (le deuxième plus gros au monde), ce qui devrait stimuler la demande nationale chinoise.

En ce qui concerne la jurisprudence, la section 3004 (b) de l'Acte commerce de 1988 requiert que le Département du Trésor identifie dans le cadre de ses rapports bisannuels si un pays « manipule » le taux de change entre sa devise et celle des États-Unis afin de prévenir des ajustements « tangibles » de sa balance des paiements ou afin d'obtenir un avantage compétitif « indu ». La loi stipule que dans le cas où une telle pratique est détectée, le Trésor doit agir, soit bilatéralement ou par l'intermédiaire du FMI, pour que le pays en question « réajuste » promptement le taux de change entre sa devise nationale et celle des États-Unis et « mette fin » à son avantage compétitif. Cependant, la loi souligne que le Trésor ne devrait pas agir au détriment des intérêts américains de sécurité économique. Dès lors, selon le rapport, en ces temps de crise, il serait plus sage d'éviter les risques de tensions économiques, en particulier avec un partenaire comme la Chine. Ce rapport va donc à l'encontre des propos du Secrétaire du Département du Trésor, Timothy Geithner, qui avait ouvertement qualifié la Chine de manipulateur de devise, répétant ainsi les propos de Barack Obama durant sa campagne.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

Dans le rapport du 10 décembre 2008 (sous l'administration W. Bush), le Département du Trésor avait, *a contrario*, applaudi les récents efforts de la Chine soulignant l'appréciation du Yuan depuis 2005. Par ailleurs, notons que l'administration W. Bush n'a jamais qualifié la Chine de manipulateur de devise et a souvent « reporté » le dépôt des rapports du Trésor au Congrès portant sur cet enjeu.

Pour lire le rapport:

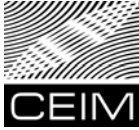
<http://www.ustreas.gov/press/releases/reports/fxreportfinalfor%20webapril152009.pdf>

Source: Éditorial, « Treasury Does Not Cite China As Currency Manipulator In Report », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 15 - April 17, 2009, p. 5-6.

La classification de l'économie chinoise : un levier pour les USA?

Selon Grant Aldonas, ancien sous-secrétaire au commerce, les États-Unis devraient utiliser la « classification américaine » de l'économie chinoise (de marché ou pas) comme un levier politique pour faire « avancer » les réformes socio-économiques domestiques chinoises. Ceci pourrait, selon Aldonas, aider les producteurs et exportateurs américains. Plus concrètement, en guise de rapprochement diplomatico-économique entre Beijing et Washington, Aldonas propose de « classer » la Chine comme une économie de marché et non plus comme une économie centralisée (planifiée) en échange d'efforts pour que soient mises en œuvre des réformes, notamment en ce qui a trait au marché chinois des capitaux. À cet égard, Aldonas a déclaré que ce marché était mal constitué, menant : (1) à une utilisation contre-productive des capitaux; (2) à un excès de production qui « se déverse » sur les marchés mondiaux à des prix en deçà du prix du marché (*dumped prices*); et (3) à la mise en place de barrières commerciales aux États-Unis. Plus l'économie américaine se fondera sur la finance, sur la recherche et sur le développement et les services de pointe (télécommunications, informatique, hautes technologies, connaissances scientifiques, spéculation financière, le capital humain, etc), plus elle risquera d'avoir recours à des moyens pour contrecarrer les asymétries commerciales (aussi appelés, « remèdes commerciaux »). Aldonas reste tout de même conscient que demander à la Chine de « relâcher » son contrôle par des réformes au même moment où le gouvernement américain prend des mesures interventionnistes sans-précédent sur son propre marché risque d'être difficile.

Aldonas a par ailleurs critiqué la méthode de classification américaine des économies de marché. En ce qui concerne la Chine, Aldonas a demandé que la méthode soit améliorée en y incluant des critères plus flexibles. Il a également demandé qu'une plus grande attention soit portée à l'économie, car selon lui, la méthode en vigueur ne fait que partiellement référence à l'économie. Selon la loi



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

américaine, une économie qui n'entre pas dans les critères de classification d'une économie de marché est une économie qui n'est pas fondée sur les « principes » de marché. C'est-à-dire, entre autres choses, que la vente de biens dans cette économie ne reflète pas la valeur « juste » des biens en question et que l'État exerce une forme « d'emprise » sur les moyens de production.

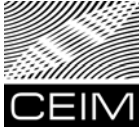
Les facteurs devant être pris en considération lorsque vient le moment de déterminer si oui ou non une économie est une économie de marché sont : le degré de convertibilité de la devise nationale dans d'autres pays; la détermination libre des salaires entre employés et employeurs; le degré d'ouverture du marché de capitaux; la flexibilité à l'égard des projets de co-entreprises (*joint venture*); le degré de contrôle gouvernemental sur les moyens de production, sur les allocations des ressources, sur les activités des grandes sociétés et sur la fixation des prix.

Source: Éditorial, « Obama Should Use China Market Status As Leverage, Expert Says », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 15 - April 17, 2009, p. 25.

États-Unis-Chine: la prochaine JCCT prévue pour l'automne 2009

L'importante Commission américano-chinoise sur le commerce (*Joint Commission on Commerce and Trade* (JCCT)) se tiendra cet automne en Chine. Du côté américain, c'est le Secrétaire au Commerce, Gary Locke, qui co-présidera cette Commission avec le Représentant américain pour le commerce, Ron Kirk. Locke a déclaré qu'il participera également cet été au Dialogue stratégique et économique américano-chinois co-présidé par le Secrétaire du Trésor américain, Tim Geithner et la Secrétaire d'État, Hillary Clinton. Sur ce point, Locke a spécifié que le *leadership* de ce dialogue incombe à Clinton et à Geithner et qu'il agirait à titre de conseiller. Cela dit, Locke a affirmé que sous W. Bush, le Département d'État et le Département du Trésor, avant de se partager la présidence, ont eu tendance, dans ce Dialogue, à subordonner l'économie aux enjeux de nature plus stratégique. Ce qui laisse présager que la présence de Locke à ce forum (à la demande du Président Obama) est peut-être une tentative de la Maison Blanche d'inciter le Département du Commerce à s'impliquer davantage dans ces initiatives bilatérales.

Source: Éditorial, « Locke: JCCT In The Fall, Export Controls Hinge On National Security », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 15 - April 17, 2009, p. 26.

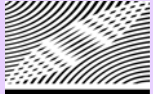


Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 21 avril 2009

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation



CEIM Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> -
